

Unité Départementale Hérault

Montpellier, le 31/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE Ciments SA

Zone portuaire - Quai H
darse n° 2 CS20032
34201 SETE

Références : UD34/H4/CI/2022-080

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2022 dans l'établissement LAFARGE Ciments SA implanté Zone portuaire - Quai H darse n° 2 CS20032 34201 SETE . L'inspection a été annoncée le 07/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a pour objet le récolement de l'arrêté de mesures administratives n°2021-I-319 du 29 mars 2021 faisant suite à la visite d'inspection du 2 février 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE Ciments SA
- Zone portuaire - Quai H darse n° 2 CS20032 34201 SETE
- Code AIOT dans GUN : 0018300749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'AIOT est une station de broyage de fabrication de ciments.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des prescriptions de l'AM du 20/11/2017 relatif aux ESP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
ESP – Liste des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	/	Sans objet
ESP- Inspections périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
ESP – requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de récolement de l'AP de mesures administratives n°2021-I-319 a permis de constater encore des écarts sur l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi des équipements sous pression. Les engagements de l'exploitant doivent permettre une mise en conformité rapide et définitive du suivi en service de ses équipements sous pression.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : ESP – Liste des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.</p> <p>.../...</p> <p>II. Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p> <p>III. L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats : La liste des équipements est réalisée par la LAFARGE sur la base de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste par procédé des équipements, établie pour la construction de l'usine, - des schémas fonctionnels et PID de l'usine, - le relevé des plaques des équipements. <p>La revue des divers équipements par l'inspection des installations classées fait apparaître que les installations froides installées dans l'usine sont des équipements sous pression soumis au suivi en service.</p> <p>Les 2 groupes TRANE ne sont pas intégrés dans la liste présentée.</p> <p>Sans délai, LAFARGE a mis à jour sa liste en les y intégrant et en complétant, corrigeant certains points tels que le type des équipements référencés, leur régime de surveillance, la référence mise à jour des équipements remplacés.</p> <p>Le jour de l'inspection, des précisions sont demandées sur le déclassement des divers filtres. LAFARGE indique qu'ils les ont équipés de soupapes 4 bars. Cependant, LAFARGE n'est pas en mesure de justifier que le débit surfacique de ces soupapes leur permet de tenir la pression de 4 bars.</p> <p>Lors de la visite terrain, il est constaté par sondage que le filtre référencé 416FD32RV01 est alimenté à une pression de 4.5 bars d'après la lecture du manomètre du filtre régulateur lubrifié (FRL) qui l'alimente.</p> <p>L'opérateur en augmentant légèrement la pression du FRL, déclenche la soupape.</p> <p>Le système mis en place par LAFARGE pour le déclassement de cet équipement apparaît ni contrôlé ni maîtrisé.</p> <p>LAFARGE propose en réponse de ce constat de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - définir les groupement des filtres et des pressions à respecter sur chaque nourrice en fonction du volume de la cuve plus grande du groupement, - définir le nombre total de soupape de type F18 de 4 et 5 bar à installer, soit 59. - passer commande pour les soupapes de sécurité et les nouveaux FRL - monter ces matériels dès réception. <p>A l'appui de ce plan d'action, LAFARGE a fourni le devis pour la commande des 59 soupapes.</p> <p>LAFARGE fournira à l'inspection pour ces soupapes: déclarations de conformité et caractéristiques techniques. Celles-ci doivent avoir un débit surfacique permettant de tenir la pression de 4 bars.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ESP- Inspections périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Inspections périodiques
Prescription contrôlée : <p>I. L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> <p>II. Les récipients mobiles sont en outre vérifiés extérieurement avant chaque remplissage.</p> <p>III. Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la période maximale sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service.</p>
Constats : Les groupes froids TRANE (mis en service le 01/03/2018) non intégrés dans le suivi des équipements soumis à suivi en service et dont la déclaration de conformité a été transmise à l'inspection auraient dû faire l'objet d'une inspection périodique avant le 01/03/2022). LAFARGE n'a pas réalisé l'inspection périodique réglementaire qu'il aurait dû réaliser dans les 48 mois après la mise en service.
LAFARGE s'est engagé à réaliser cette inspection périodique rapidement, un devis est fourni à l'inspection. Le compte-rendu de l'inspection périodique sera fourni à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ESP – requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, attestation de requalification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.</p> <p>Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II. Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats : Par sondages, les attestations de requalification périodiques des équipements suivants ont été présentées à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none">- équipement 920RV01, attestation du 04/03/2021,- sècheur 920SC01RV01, attestation du 23/06/2021. <p>L'examen de ces documents n'appelle aucune observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet